

**Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France :
« C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali »**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 29 NOVEMBRE 2019

503

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali et Burkina Faso

Violations des espaces aériens par des forces étrangères



**Colloque CERM de haut niveau sur le thème :
Démographie/Population/Peuplement au Mali**



**Corruption dans l'administration au Mali :
Des fonctionnaires sournois**

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	Mali et Burkina Faso : Violations des espaces aériens par des forces étrangères	P.4
Brèves	Soutien aux FAMAs : Le président Aboubacar Doucouré et une forte délégation font don de leur sang	P.10
	Congrès ordinaire de ACVGM : La cérémonie d'ouverture présidée par le Général Moussa M. Traoré	P.10
	Communiqué du RPM suite à la mort de 13 soldats français	P.10
	Hommages aux 13 militaires tués à Gao : Barkhane refuse l'accès du camp aux religieux de la ville	P.11
	Tombouctou : Mouvement d'humeur des jeunes	P.11
	Barkhane : Impossible retrait	P.11
Actualité	Atterrissage d'un hélicoptère à Fana Werekela : La menace du Gal. Salif Traoré est-elle paradoxale?	P.13
	Colloque CERM de haut niveau sur le thème : Démographie/Population/Peuplement au Mali	P.14
	Conférence Ministérielle de l'UA à Bamako : «L'accès aux ressources naturelles et les conflits entre communauté»	P.15
Politique	Des marches pacifiques séparées : Tous disent soutenir les Famas, à quel prix ?	P.17
	Corruption dans l'administration au Mali : Des fonctionnaires sournois	P.18
	Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France : « C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali »	P.19
	Suite à un marché résilié par son successeur : Soumeylou Boubeye Maiga fait condamner l'Etat maliens	P.20
Culture & société	Concert dédicace de Habib Koité : Nouvel album « Kharifa »	P.22
	Marché du poisson de mer : La bonne affaire !	P.23
International	Lutte contre le terrorisme au Sahel : Jean-Yves Le Drian demande «plus d'action politique» au Sahel	P.25
	Centrafrique : Le Directeur Afrique du Quai d'Orsay à Bangui	P.26
Sport	UFOA A U20 2019 : La GAMBIE et le MALI s'accrochent	P.27
	Basket-ball Africa league : AS Police ira chercher son ticket à Yaoundé	P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougue

P.10



P.15



P.19





Mali et Burkina Faso : Violations des espaces aériens par des forces étrangères

Que font les forces armées étrangères chez nous ? Cette question, les populations se la posent. Car la situation s'aggrave et des anomalies pointent. En voici deux illustrations.

La question, à savoir que font les forces étrangères chez nous, donne une indication sur la non satisfaction des populations sur le service rendu par ces troupes. Force est de croire qu'après l'euphorie des premières heures de l'arrivée de Serval, Misma, Minusma, Barkhane, G5 Sahel et bientôt Takuba, la déception est grande.

Et cela, même du côté des dirigeants, qui ont moins de liberté d'expression. Car, on leur lance à la figure : « Menteurs ! ». On les taxe aussi d'impuissants et de peureux et on leur demande de dégager. Ils sont traités aussi de traîtres et de vendus – surtout ceux qui ont la double nationalité. Cette absence de confiance et de

doute pousse à demander à la Russie d'intervenir. On a même vu le ministre malien de la Défense signer ostentatoirement un accord avec son homologue russe en Russie. Bref, aussi bien au sommet qu'à la base, ces forces ne bénéficient plus d'une grande confiance. La sortie du président nigérien au début du mois, pour dire que Kidal était une source de danger pour son pays, en est un bon exemple. Cette déception au sommet et à la base est tout à fait légitime, même si toute fois elle n'est basée que sur des impressions. En effet, même les impressions constituent un 'fait social' étudié par les sciences sociales. Une 'impression' (même non fondée) peut engendrer des actions vraies qui induisent des effets vrais. Les impressions font partie des « prophéties auto réalisatrices » de Robert K. MERTON, le sociologue américain.

«Elles ne servent à rien », « Elles

soutiennent les terroristes »

La question « que font les forces armées étrangères chez nous ? » naît du sentiment et de l'impression qu'elles ne servent à rien. Pire, qu'elles soutiennent les terroristes (il leur revient de convaincre du contraire). Les défaites successives et humiliantes de nos armées nationales font le reste. Et on passe à la suspicion. On finit par croire que ces forces ne sont « pas claires » et qu'elles sont les complices des terroristes et des Jihadistes.

Certains agissements militent en faveur de ce genre de sentiments de doute, de croire que tout cela n'est pas net et qu'on est en train d'exploiter nos richesses. La fin de la semaine nous en a fourni deux exemples au Mali et au Faso. Deux travers arrivés en une semaine d'intervalle qui ont poussé les deux gouvernements à réagir. Tout semble indiquer que des forces étrangères outrepassent les limites imposées et violent nos espaces aériens.

Le vendredi 22 novembre dernier, les populations du tout village de Werekela, 120 km au nord est de Bamako sur la RN 6, ont eu la peur de leur vie. Les villageois ont vu atterrir dans leur village un hélicoptère venu on ne sait d'où, « faire des choses » et repartir. Tenailés par la



curiosité, les hommes se sont approchés pour savoir de quoi il s'agit. Ils en ont été tenus à bonne distance et ils ne savent rien de ce qu'ils ont vu de leurs yeux. La ville la plus proche, Fana, est à 3 km à l'ouest. Le Maire Abdoulaye COULIBALY, le Sous-préfet, le chef de la Brigade de la Gendarmerie et celui du poste de Police ont déclaré ne rien savoir. Ils ont alerté Bamako.

Le lendemain 23, le ministre de la Sécurité publique, Général Salif TRAORÉ, a adressé au chef de la mission Eucap-Sahel Mali une « Lettre de protestation » qui a fuité : « Il m'est revenu que votre Mission a procédé, dans la journée du 22 novembre 2019, à un exercice de

simulation d'évacuation à bord d'un aéronef dans le village de Werekela, Commune rurale de Konobougou, sans au préalable associer les forces de Sécurité intérieure ».

Jamais deux sans trois ?

Tirant les conséquences, le ministre ajoute : « C'est pourquoi je voudrais, par la présente, vous notifier ma surprise face à cet agissement qui se situe en dehors du cadre d'échange et de partenariat fécond avec mon département et qui, en outre, a semé l'émoi au sein des populations ». Et le général de l'« inviter dorénavant à rester strictement dans ce cadre, l'objectif

étant (...) d'assurer au mieux la quiétude des populations et d'éviter tout éventuel malentendu, voire incident ».

Le 15 novembre, c'était le Ministère de la Défense et des anciens combattants qui avait adressé au Lt-col attaché de Défense près de l'ambassade de la France au Burkina Faso un courrier qui commençait ainsi : « Depuis certains temps, il ressort de façon récurrente que des aéronefs non identifiés survolent nos bases et zones d'opérations ». Après le constat, Gen. Moïse MININGOU enchaîne : « Aussi j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que désormais, des instructions ont été données aux unités déployées pour que ces aéronefs soient considérés comme ennemis et traités comme tels.

Par conséquent nous vous prions de vouloir bien nous informer quarante-huit heures à l'avance de tout déplacement de vos aéronefs dans ces zones et en coordination avec l'Armée de l'air et l'Etat-major Général des Armées ».

Les autorités maliennes avaient-elles été informées des opérations du lundi 25 dans la zone des trois frontières ? Les forces étrangères sont chez nous en vertu de textes et accords signés. Pourquoi agissent-elles de la sorte ? Il est temps qu'elles changent le fusil d'épaule pour ne pas donner l'avantage aux extrémistes. Telle n'est pas leur intention ?

■ Amadou TALL



Abdou Karimou Maiga

Abdou Karimou Maiga, reconnaissant, avec Cnj-Mali Jeunesse, à Koutiala.

6eme Congres Ordinaire du CNJ Mali# le tout nouveau Président en la personne de Amadou Diallo a informé les délégués au congres de sa décision de designer ma modeste personne pour occuper le Poste de Directeur Exécutif du CNJ Mali. Approuvé a l'unanimité des délégués présents. Au moment ou prend fin mon mandat de secrétaire général du CNJ, une autre mission comment celle de doter le CNJ d'organe de gestion technique chargé d'élaborer , de concevoir des projets et programmes de développement pour les jeunes , Merci au Président sortant et rentrant ,a tous les délégués pour cette marque de confiance. Unis ! Nous bâtissons pour le Mali! Bravo les bâtisseurs!



Drissa Arama

La jeunesse malienne reconnaisse qu'Ousmane DIARRA dit GOUSNO comme Président du Conseil National de la Jeunesse.

Amadou Diallo (Membre de l'Asma) demeure simplement et uniquement le candidat imposé par le Président sortant qui a reçu un grand soutien financier à cet effet.

Nous ne voulons pas d'un CNJ pour la future campagne d'un Candidat en 2023, si vous acceptez c'est ce qui adviendra, opposons nous à cette mascarade contre la victoire de GOUSNO.



Ibrahima Anne

Ibrahima Anne est avec Sileye Anne et Yéro Samba Niang.

Piqué chez Aliou Adam Ndiaye

MÉ MOUSSA DIOP DE DAKAR-DEM-DIKK : UN CAS D'ÉCOLE ?

Dans toutes les grandes villes, africaines et européennes, où j'ai eu à séjourner les équations concernant un système de transports publics efficaces et l'accès au logement sont les deux problèmes majeurs des gouvernants et populations. Sur le premier point en question, je reste admiratif des efforts de Me Moussa Diop, actuel Directeur Général de la société de transports public DDD. Je précise que je ne le connais pas du tout. Ni de prés, ni de loin. Juste admiratif de son travail.

Ce que je constate est que ce Monsieur arrive à faire, avec des moyens financiers dont j'imagine faibles, au Sénégal, le travail que "OuiBus et Blablacar" réunis font en France, pour l'espace urbain dakarais et le transport régional. Je ne compare point, il s'agit d'un rapprochement de modèles, à travers un management remarquable. Malgré quelques insuffisances, il a lancé avec brio les navettes "Sénégal Dem Dik", renforcé les "Dakar Dem Dik", assuré le service même nocturne des "shuttle Bus" vers l'aéroport AIBD et vient d'innover avec le service des minibus express "TAF-TAF" pour la mobilité



à Dakar et environs.

Si le Président #MACKY_SALL n'avait que des managers de ce genre, différents de ceux qui promettent des emplois aux jeunes avec un PRODAC pillé, ou des centaines de milliers de logements dit sociaux à des prix fous inaccessibles aux revenus de la classe moyenne sénégalaise, on aurait bien avancé sur des tas de choses.

Il suffit de regarder le journal télévisé de la chaîne nationale pour mesurer à quel point les effets d'annonce et projections vers 2025 se multiplient chez certains de ces gestionnaires de la chose publique. Moussa Diop a le mérite d'être efficace, concret et productif. Tout à son mérite personnel, il pouvait bien s'engouffrer dans la brèche habituelle des promesses sans lendemain..... vers 2045. Au Sénégal, ça passe Bravo. FIERTÉ NATIONALE !

Yehia Tandina

Jihadistes : la France demande au Mali et au Burkina d'agir plus politiquement

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a appelé mercredi le Mali et le Burkina Faso à agir plus au plan politique pour rétablir la stabilité sur des territoires secoués par les violences jihadistes et intercommunautaires. "

Ce qui me paraît le plus important maintenant, c'est encore plus d'action politique", a-t-il déclaré devant la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale après la mort de 13 militaires français lundi dans une opération antijihadiste au Mali et sur fond de flambée de violences dans les deux pays.

"Plus d'action politique au Mali pour que les engagements pris soient respectés, pour que la mise en oeuvre de ce qu'on appelle le +DDR+ (Désarmement, Démobilisation et Réintégration) soit réellement actée, que les accords d'Alger, y compris dans la partie décentralisation, soient réellement mis en oeuvre, que l'Etat malien revienne à Kidal et qu'il y ait une volonté commune affichée contre le terrorisme", a souligné Jean-Yves Le Drian. Un accord de paix avec les rébellions qui s'étaient soulevées en 2012 a été signé en 2015. Mais son volet sur le désarmement des groupes rebelles et leur intégration dans les forces de défense maliennes peine à être appliqué

.L'appel à l'union nationale est aussi devenu un leitmotiv du gouvernement, mais la principale formation d'opposition, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, a décliné l'invitation à un dialogue qu'elle ne juge pas inclusif. "Plus d'action politique, plus de pression politique aussi au Burkina Faso où il importe que les autorités puissent rassembler la nation contre les risques", a également exhorté le chef de la diplomatie française. Le Burkina, frontalier du Mali et du Niger, est aussi régulièrement le théâtre d'attaques jihadistes sanglantes contre ses forces de défense. "Plus de politique aussi pour faire en sorte que la mise en oeuvre de la Force conjointe du G5 Sahel



Primature du Mali



Le Premier ministre a inauguré, ce jeudi matin, à la Cité du Niger, le siège du secrétariat permanent du cadre de concertation des ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle de l'espace UEMOA

C'était en présence de membres du Gouvernement, des ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Commissaire chargé du département du Développement humain de l'UEMOA, le Pr Filiga Michel Sawadogo.

Créé en 2010, ce cadre de concertation a pour objectif de répondre aux défis du chômage et du sous-emploi dans la sous-région.

Le siège du secrétariat permanent compte, outre les bureaux, une salle de formation et une salle de conférence.

Dans son allocution, le Président du cadre de concertation a fait un bilan des réalisations de l'organe. Il en ressort que le cadre a réalisé un curricula de 16 métiers dont 2 par pays, la promotion et l'automatisation des observatoires de l'emploi ainsi qu'un état des lieux pour la mise en place d'un fond régional pour l'emploi des jeunes.

Dans l'interview qu'il a accordée à la presse, le Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé s'est réjoui de l'honneur fait à notre pays pour abriter le siège du secrétariat permanent qui est un indicateur des efforts du Mali et de l'intérêt du Président de la République, Chef de l'Etat SEM Ibrahim Boubacar Keita, pour la jeunesse qui reste au centre des préoccupations de son mandat.

Elhadj Djimé Kanté



Tchiè ça c'est pas une bonne nouvelle deh !



Touré Abdoul Karim



Le petit mr comme le disait IBK, a annoncé sur RFI aux maliens de ne pas se tromper d'ennemis. La France est un pays ami qui perd ses enfants pour le Mali. On a vu comment la mort de ses 13 militaires ont été suivies par des condoléances, alors que la mort des 135 militaires maliens en un mois était passé presque inaperçue. Le même petit mr qui criait partout contre l'ingérence de la France et contre l'application de l'accord de paix, a été inséré pour être le défenseur de la France et de l'accord de paix. Puisque c'est un petit mr et qu'il sera jeter par la fenêtre lorsqu'IBK n'aura plus besoin de lui, il ne se gênera pas de reprendre son haut-parleur et sa calebasse de mendiant. Même Dieu n'aura pas pitié d'une certaine race de catégorie de sous-hommes à plus forte raison les maliens...
Touré Abdoul Karim

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 28 novembre 2019.

L'Hôtel de l'Amitié accueille depuis, ce jeudi 28 novembre, les travaux de la Conférence Ministérielle sur "L'Accès aux Ressources Naturelles et Conflits entre Communautés".

Cette session de deux jours va permettre au Gouvernement de la République du Mali, à l'Union Africaine et aux Nations Unies qui en sont les organisateurs de parvenir à identifier les voies et moyens permettant de prévenir, circonscrire et empêcher la survenue de conflits liés à la gestion et à l'exploitation des ressources naturelles.

Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, M. Michel Hamala SIDIBE, qui a présidé la cérémonie d'ouverture au nom de M. le Premier Ministre a salué le choix du thème de la Conférence qui, selon lui, est plus que d'actualité.

C'est pourquoi, le Ministre SIDIBE dit accorder une attention toute particulière aux conclusions de la présente Conférence.

Abondant dans le même sens, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine, M. Smail CHERGUI a rappelé que la tenue de cette Conférence en terre malienne permettra de recueillir une somme d'expériences en matière de prévention et de gestion de conflits liées aux ressources naturelles.

Pour le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, M. Mahamat Saleh ANNADIF, le choix du thème cadre parfaitement avec l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga



A l'issue de la visite, le Ministre Safia Boly, s'est dit satisfaite de ce qu'elle a vu. Elle encourage des initiatives comme FEMINIA, à boos-

ter la culture entrepreneuriale qui constitue une alternative à la problématique de l'emploi des Jeunes surtout féminin dans notre pays.

Awa Sylla

La seule solution pour le Mali aujourd'hui est un discours où mon EX dissoudra toutes les institutions. En suite il appellera à l'union sacrée ça veut dit tous unis a un même objectif: LE MALI.



Ibrahim Ikassa Maïga

"Un bon ambassadeur, aujourd'hui comme hier, doit être un philosophe contemplatif, qui regarde les événements et les hommes avec indulgence, et qui se considère récompensé s'il contribue à la compréhension mutuelle de deux pays."

Johan Willen BEYEN, Diplomate néerlandais (1897-1976).



RFI Afrique

Au Sénégal, un dernier hommage à l'ancienne première dame du pays, Colette Senghor a été rendu ce 28 novembre à Dakar. La veuve du président-poète Léopold Sédar Senghor s'est éteinte le 18 novembre en Normandie, à Verson, à l'âge de 93 ans.



Ammy Baba Cisse

Mahamadou Issoufou, président du Niger qui soutenait dur comme fer que la CMA est un groupe terroriste, sème la confusion. Bon si Ladji Bourama les a reçus, c'est pas étonnant qu'il le fasse aussi.



Justice Mali Justice

Si les forces étrangères quittent le Mali aujourd'hui les djihadistes l'occuperont demain. C'est clair et net.



Neo Africa News

Côte d'Ivoire : signature d'un Accord de Partenariat Economique avec l'Union Européenne La Côte d'Ivoire et l'Union Européenne (UA) ont signé hier mercredi 27 novembre, un Accord de Partenariat Economique (APE) à Abidjan, des mains de Amadou Koné, ministre de l'Intégration africaine et Karl Falkenberg (Photo), Directeur général adjoint de la du Commerce à la Commission européenne. L'accord prévoit en substance, une assistance pour améliorer la com-



pétitivité de l'industrie ivoirienne, des mesures destinées à aider les exportateurs africains à satisfaire aux normes d'importation de l'UE ou encore une coopération sur la mise en place de procédures douanières plus efficaces.

Dans le communiqué de presse, qui résume les termes de l'accord, on peut lire : «cet instrument combine les avantages d'un accord commercial avec une aide au développement visant à accélérer la croissance et l'essor de la Côte d'Ivoire. L'objectif final reste la conclusion d'un APE complet avec l'ensemble des membres de la région de l'Afrique de l'Ouest, lequel assurera la promotion de la compétitivité, de la croissance et des investissements, tout en accélérant l'intégration régionale.»

Catherine Ashton, Commissaire européenne, chargée du Commerce se réjouit de cet accord en félicitant «le gouvernement de la Côte d'Ivoire et, en particulier, le ministre Koné pour le rôle moteur qu'ils ont joué afin de faire aboutir nos négociations sur un Accord de Partenariat Économique d'étape. J'espère que nous pourrons à présent progresser dans les négociations en vue d'un Accord de Partenariat Économique régional avec l'Afrique de l'Ouest, en apportant une réponse aux préoccupations exprimées et en instaurant un climat de confiance.»

Louis Michel, Commissaire européen, chargé du Développement a, pour sa part, estimé que ces APE «permettront aux pays en développement de bénéficier de l'ouverture des échanges, mais aussi de protéger certains de leurs intérêts clés sur le long terme. Ils comportent une forte dimension de développement et amèneront les réformes nécessaires à l'intégration économique au sein de la région et au-delà.»

Pour rappel, les échanges commerciaux entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest sont globalement équilibrés et leur valeur se montre à environ 15 milliards d'euros. L'UE exporte principalement des produits industriels et des véhicules (80 % des exportations), tandis que l'Afrique de l'Ouest exporte surtout du pétrole en provenance du Nigeria (50 % des exportations ouest africaines) et des produits agricoles tropicaux (cacao, bananes, ananas et bois) provenant essentiellement de Côte d'Ivoire et du Ghana. En plus des Caraïbes et du Pacifique (ACP), les Européens et leurs partenaires africains s'emploient à mettre en place de nouveaux Accords de Partenariat Économique qui sont compatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De tels accords visent à éliminer progressivement les obstacles au commerce et à renforcer la coopération dans tous les domaines liés au commerce.

Gouvernement du Mali

GAO : Les condoléances du MDAC à Barkhane Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le général de Division Ibrahima Dahirou Dembélé accompagné d'une forte délégation et de l'ambassadeur de la France au Mali, Joël Meyer se sont rendus, le mercredi 27 novembre 2019 au Camp de la Force Barkhane à Gao. Le MDAC était venu présenter les condoléances du président de la Ré-



publique Ibrahim Boubacar Keïta et de l'ensemble du peuple malien. Dans la nuit du lundi 25 novembre 2019, 13 militaires français dont six officiers, six sous-officiers et un caporal-chef ont trouvé la mort dans la collision de deux hélicoptères de combat dans le Liptako Gourma.

Occasion pour le MDAC d'accueillir son homologue français Florence Parly, d'exprimer la compassion de tout le Mali suite à la disparition accidentelle des soldats français. Par ailleurs, ils se sont entretenus sur des problèmes sécuritaires qui prévalent dans notre pays et dans le Sahel.

Bina Sogoba

Mali CNJ: Deux présidents, deux bureaux, pour un seul poste.
Ça chauffe à Koutiala



MC Tièfari Chi Diarra

Triste Nouvelle Nous Regrettons de Vous annoncer la Mort de 5 Maliens ce Matin a Brazzaville qui partaient nettoyer le cimetière ont fait L accidents sur la Route a bord d'une voiture Rav 4 cinq de nos Compatriotes on trouve la Mort que la terre le soit légère amine nos condoléances au nom du CDR Fait jeudi le 28 Novembre 2019



Sekou Samassa

Luttons avec toutes les forces étrangères contre les terroristes. Seul c'est impossible



Modibo Simbo Keita

Le Ratissage et la Deratisation sont des notions voisines...Apparemment.



Soulby Sanogo

On ne peut pas parler de l'entrepreneuriat sans sortir de l'informel. Et pour cela, il faut un vrai dialogue entre le Gouvernement et les faitières. Aujourd'hui, les entrepreneurs se sentent comme des vaches à lait.

La mafia administrative malienne a entraîné les entrepreneurs à ne pas payer les impôts et les taxes. Ces derniers considèrent que l'argent des contribuables est mal utilisé et va à des fins inconnues. De ce fait, il faut reconstruire la confiance entre les entrepreneurs et l'État.



La principale cause de l'échec des jeunes entrepreneurs et des start-ups est le coût élevé des Taxes et des Impôts d'où l'évolution explosive des entreprises dans l'informel. Retenez que l'informel n'est pas illégal...mais à des inconvénients, par contre être dans le formel, c'est contribuer au développement du pays. En tout cas, il est important de créer un cadre approprié de dialogue pour un environnement sain. #SSS

Malick Maiga

Daesh au Sahel a revendiqué avoir abattu les hélicoptères français au Mali. Source Sputnik France.



Ibrahim Sysawane

L'armée malienne n'a aucun moyen pour sécuriser tout le territoire malien, le retrait des forces françaises signifie la descente aux enfers pour le pays et Iyad Ag Ghaly prendra le petit déjeuner à Bamako. #Mali #France



KONATE Malick

A qui profite cette situation du #CNJ_Mali ? Le congrès a pris une autre tournure à Koutiala cet après-midi. A suivre...



Jigi

Un bel hommage aux 13 soldats français tombés sur le champ de bataille le 25 novembre 2019 dans la lutte contre les groupes armés terroristes au #Sahel. Un devoir de mémoire et une manifestation de solidarité qui honorent le #Mali et le peuple malien.



Mamadou Ismaila KONATE

Jihadistes : la France demande au Mali et au Burkina d'agir au plan politique



Forces Armées Maliennes

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le général de Division Ibrahima Dahirou Dembélé accompagné d'une forte délégation et de l'ambassadeur de la #France au #Mali, Joël Meyer se sont rendus, le mercredi 27 novembre 2019 au Camp de la Force Barkhane à #Gao.



Soutien aux FAMAs : Le président Aboubacar Doucouré et une forte délégation font don de leur sang



Après un meeting de la Plateforme des Jeunes Musulmans et Patriotes du Mali le 12 octobre dernier pour soutenir son soutien aux FAMAs, le président Aboubacar Doucouré et son bureau ont procédé à un don de sang destiné aux Forces Armées Maliennes.

«Donner du sang, c'est sauver des vies et sauver des vies de ceux qui sacrifient la leur pour te sécuriser, c'est l'expression de notre reconnaissance.» Dixit le président de la PJMPM. Les Forces Armées Maliennes méritent vraiment cet acte noble de la Plateforme des Jeunes Musulmans et Patriotes du Mali. Il convient de rappeler le rôle majeur de ce mouvement depuis sa création. Comme prévu par ses statuts, il lutte pour le développement du Mali et pour le retour définitif de la paix et la réconciliation entre les maliens dans un Mali un et indivisible, démocratique et laïc. Comme il fait le pour les FAMAs, ce mouvement lui-même doit être soutenu et encourager par les plus hautes autorités du pays. Ces derniers temps, les FAMAs ont bénéficié du soutien total de toutes les couches sociopolitiques du pays.

La semaine dernière, le CNID avait fait un don de sang pour les FAMAs et comme l'a déclaré le chargé de communication du Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) c'est une initiative à saluer surtout que c'était la toute première fois qu'un parti politique organise une telle activité. Son espoir était de voir que cette initiative du CNID soit suivie par d'autres partis ou mouvements. «Ce don de sang est la preuve que la PJMPM ne restera jamais en marge de toutes les actions patriotiques.» Dixit Aboubacar Doucouré. Vivement d'autres actions de la PJMPM.

■ **Moctar Sow**



Congrès ordinaire de ACVGM : La cérémonie d'ouverture présidée par le Général Moussa M. Traoré



Le 25 novembre 2019, le Directeur des Transmissions et des Télécommunications des Armées, le général Moussa M. Traoré, a présidé l'ouverture du 8e Congrès ordinaire de l'Association Nationale des Anciens Combattants, Veuves et Victimes de Guerre du Mali (ACVGM), à la Maison des Anciens Combattants en Commune III de Bamako.

L'objectif de ce 8e congrès ordinaire est d'examiner durant trois jours, le rapport d'activités et le rapport financier du bureau national, de procéder à la relecture des statuts et règlements et aussi d'élire les 22 nouveaux membres du bureau national, et cela pour 5 ans. Dans son intervention, le directeur de la DTTA, le général Moussa M. Traoré, non moins représentant du ministre de la Défense et des anciens Combattants (MDAC), a invité les anciens combattants à soutenir et à accompagner notre pays dans la situation actuelle qu'il traverse. Selon lui, l'appui des aînés sera d'un atout capital afin de relever les nombreux défis qui s'imposent à nos Forces armées. Le président sortant du bureau national, le colonel à la retraite Issa Ongoïba, a pour sa part souligné que l'esprit de défense dans un cadre pédagogique doit être révélé aux générations montantes.

Communiqué du RPM suite à la mort de 13 soldats français

Le Rassemblement pour le Mali (RPM) a appris avec une très vive émotion l'annonce de la mort de treize militaires français survenue dans la zone du Liptako-Gourma dans la soirée du lundi, 25 novembre 2019, suite à la collision deux hélicoptères lors d'une opération de combat contre des djihadistes. Dans ces moments d'épreuve extrêmement douloureuse, le Rassemblement pour le Mali (RPM) s'incline devant la mémoire de ces soldats engagés dans la lutte contre le terrorisme au Mali et dans le Sahel. Le RPM présente ses condoléances au peuple français, aux familles des victimes, aux Forces Armées Françaises et à la force Barkhane. Le Rassemblement pour le Mali (RPM) exprime sa compassion, sa reconnaissance et sa solidarité à la France pour le sacrifice consenti et son engagement décisif à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme et la stabilisation du Sahel.

Bamako le 26 novembre 2019. Le secrétaire à la Communication El Hadj Sambi TOURÉ

Hommages aux 13 militaires tués à Gao : Barkhane refuse l'accès du camp aux religieux de la ville



Les militaires français morts au nord du Mali bénéficient de l'attention entière des autorités françaises. Florence Parly, ministre des Armées françaises est partie à Gao pour honorer les 13 soldats tombés à la suite d'un télescopage de deux hélicoptères. Il y avait aussi Ibrahim Dahirou Dembélé, ministre de la Défense malien et le colonel Major Issiaka Samaké, gouverneur de la région qui ont été les seuls admis sur le tarmac. D'après nos informations, le voyage du ministre Ibrahim Dahirou Dembélé a été assuré par la force française Barkhane. Une source au gouvernorat révèle qu'aucune autorité malienne n'a été acceptée à l'intérieur du camp de Barkhane. Une cérémonie funéraire serait prévue pour demain jeudi avant le rapatriement des corps sous le commandement d'une délégation du département de la défense français. Selon nos recoupements, les chefs religieux de Gao, chrétiens et musulmans, malgré la demande insistante du gouverneur, n'ont pas été autorisés à pénétrer dans l'enceinte de la base Barkhane pour participer aux trois (3) cérémonies religieuses organisées en hommage aux militaires morts pour la France et le Mali.

Barkhane : Impossible retrait

Etait-ce vraiment le moment ? Seule de son avis, la France insoumise pose la question de la présence de l'armée française au Mali, quelques heures après que treize soldats ont été tués dans la collision de deux hélicoptères. Au moment où pouvoirs publics et opinion se soucient surtout d'entourer les familles de ces treize courageux jeunes gens, faut-il soudain se retirer, la queue basse, devant un adversaire impitoyable ? Etrange manière de lutter contre le terrorisme. L'abstention de la France en 2013, quand François Hollande a déclenché l'opération qui a empêché les jihadistes de progresser jusqu'à Bamako, ou bien son retrait aujourd'hui, auraient fait ou font courir le même risque à la région : l'établissement en Afrique de l'Ouest d'un embryon d'Etat terroriste, à l'image de ce qu'a été l'Etat islamique en Syrie et en Irak. Veut-on cela ? Ce qui n'exclut pas la lucidité. L'opération Barkhane n'a pas réussi, à ce jour, six ans après l'arrivée des troupes françaises, à réduire les groupes islamistes qui infestent la région. Au fond, l'armée, engagée au Mali est confrontée au vieil adage militaire : «On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus». Une armée est faite pour combattre, non pour administrer, rallier des populations ou s'immiscer dans le jeu politique local. Les militaires ne peuvent guère pallier

Tombouctou : Mouvement d'humeur des jeunes



Le 25 novembre 2019, après la diffusion du journal de 20 heures de la télévision nationale, des jeunes du «Collectif Tombouctou réclame sa route» ont investi les locaux de la station régionale de l'ORTM.

Cette action avait pour but de faire comprendre au personnel local de la télévision nationale que le jeune Mohamed Ag Ibrahim qui a été interviewé dans le reportage de la cérémonie de reprise des travaux de la route Goma-Coura/Tombouctou, n'a pas été mandaté par le Collectif pour participer à cet événement présidé par le Premier ministre Boubou Cissé. En effet, si le «Collectif Tombouctou réclame sa route» a apprécié le redémarrage des travaux de la route, cependant il a déploré le fait qu'il n'a pas été officiellement invité à la cérémonie. Frustrés, le président du Collectif et certains de ses camarades sont allés interrompre le programme de la station régionale de l'ORTM. Sous la pression, les travailleurs de la station locale ont ainsi enregistré une déclaration de «recadrage» du président du Collectif qui a été diffusée dans la dernière édition du soir de l'ORTM. Pendant que ce mouvement d'humeur des jeunes se déroulait, un méga concert se tenait au monument des Martyrs pour célébrer la reprise des travaux de la route Goma Coura-Tombouctou. C'est hier matin que la station régionale de l'ORTM a repris son programme normal. Tout est bien rentré dans l'ordre.

■ Moulaye SAYAH

les défauts, les contradictions ou les tares des sociétés ou des Etats qu'elles épaulent. Est-ce une raison pour se retirer ? Non. En revanche, les questions d'une coordination européenne contre le jihadisme en Afrique, de la formation des soldats locaux, de la réforme nécessaire des régimes que l'on soutient, restent entières. Faute de les résoudre, le gouvernement risque fort de se retrouver un jour devant une issue humiliante.

■ Laurent Joffrin





**Achetez une puce équipée de
l'application Mon répertoire à 500 F CFA
seulement et sauvegardez tous vos contacts
en toute sécurité.**

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA,
abonnement mensuelle à 300F CFA

Atterrissage d'un hélicoptère à Fana Werekela : La menace du Gal. Salif Traoré est-elle paradoxale?

Le vendredi, 22 novembre 2019, un hélicoptère a été aperçu à basse altitude en direction de Bamako selon des sources locales. Celles-ci confirment avoir vu l'appareil atterrir à Werekela, un village situé à 3 km de Fana sur la route de Ségou où seraient déposés un homme et des colis. Une information confirmée par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile qui proteste.

Dans une lettre confidentielle adressée au chef de mission EUCAP-Sahel Mali, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile proteste contre le fait qu'un aéronef puisse survoler sans l'aval du ministère. « Il m'est revenu que votre Mission a procédé dans la journée du 22 novembre 2019 à un exercice de simulation d'évacuation à bord d'un aéronef dans le village de Werekela Commune rurale de Konobougou sans au préalable associer les forces de Sécurité intérieure à son organisation », peut-on lire dans cette lettre.

Le général Salif Traoré, ministre de la Sécurité et de la Protection civile a « notifié sa surprise face à cet agissement qui s'inscrit en dehors du cadre d'échanges et de partenariat fécond avec mon département, et qui a en outre, semé l'émoi au sein des populations ».

Il me plait, ce faisant, de vous inviter dorénavant, rester strictement dans ce cadre, l'objectif; « recherché étant à la fois et de concert d'assurer au mieux la quiétude des populations et d'éviter tout éventuel malentendu, voire incident », conclut la lettre.

Par contre, de sources locales, un homme serait sorti de l'aéronef. Les mêmes sources précisent que cet homme qui est sorti de l'appareil a été accueilli par des inconnus dans un véhicule noir dont aucune personne n'a pu spécifier sa destination ni sa marque. Certains précisent que la voiture en question a pris la destination de Bamako. Depuis, la population de Fana cherche à en savoir les raisons.

Apparemment, la population de Werekela n'a pas accordé assez d'importance à cet acte et

pense que c'est normal. Si l'avion en question a pris la direction de Bamako, l'aéroport Modibo Kéita Sénou doit avoir des informations sur cet appareil. En tout état de cause, la population de Fana veut mieux comprendre surtout dans un pays d'insécurité comme le nôtre, aucune action n'est à négliger. Plus encore, vu la menace djihadiste qui se précise de plus en plus ces derniers jours à Bamako avec ses lots d'arrestations, Bamako doit être sur ses gardes.

Sur un autre plan, il faut aussi relever le fait que depuis un moment, des informations circulent selon lesquelles des avions atterrirent nuitamment et déchargent on ne sait quoi. Et depuis, plusieurs localités où ces faits se sont produits ont été nommées. Bizarrement, aucune autorité n'a levé le petit doigt pour dire quoi que ce soit. C'est dire que de telles pratiques ont cours dans notre pays sans que personne ne cherche à savoir d'où viennent ces appareils volants. Pour ces raisons, il importe de savoir si cette lettre du ministre de la Sécurité n'est pas paradoxale au vu de ce qui se fait chaque jour. Étant donné que des rumeurs courent que l'accord de défense interdirait aux avions militaires maliens de voler sans l'accord de la France.

■ K. Komi



Colloque CERM de haut niveau sur le thème : **Démographie / Population / Peuplement au Mali**



En partenariat avec le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, l'Agence Française de Développement (AFD) et le Projet Swedd de la Banque Mondiale, le Centre d'Etude et de Réflexion au Mali (CERM) organise un colloque de deux jours sur le thème Démographie/Population/Peuplement. Cet événement extrêmement important va mettre un accent particulier sur la prise en compte de la variable démographique dans nos politiques publiques de développement a débuté hier jeudi 28 novembre 2019 à l'hôtel Azalai Salam de Bamako et prendra fin aujourd'hui.

La cérémonie d'ouverture a été le cadre pour le CERM et ses partenaires de souhaiter la bienvenue aux participants.

L'ex premier Ministre Moussa Mara, représentant le président du CERM Ousmane Sy a remercié les partenaires techniques et financiers qui n'ont ménagé aucun effort pour réussir l'organisation de cet important colloque. Selon Moussa Mara, un sujet aussi sensible qui touche au «personnel, à l'intime et même au religieux» mérite qu'il faille avoir le courage de l'aborder. Que cela permet de s'attaquer au problème de trouver une solution pour le bonheur du peuple.

Le Directeur Général de l'AFD a, quant à lui réaffirmé le soutien de l'AFD à ce projet combien important pour le Mali. L'Agence Française de Développement est plutôt fière de

soutenir un partenaire aussi sérieux que le CERM qui contribue de manière conséquente au développement du Mali. Les enjeux démographiques sont si colossaux au Mali qu'un tel colloque est indispensable. L'AFD rassure le CERM et le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population de son soutien total pour la réussite de ce projet.

Le représentant du FNUAP a exprimé son honneur de participer à ce projet organisé par le CERM. Ce colloque est arrivé à un moment où le Mali vit une situation sécuritaire extrêmement difficile. Il se veut d'abord de débattre sur le dividende démographique et la présence du FNUAP aux côtés du CERM et du Ministère ne fera pas défaut.

La Banque Mondiale a rappelé avoir déjà mené

une étude sur Bamako et sa démographie. Cette étude a montré que la population du Mali va augmenter 7 Millions et la plus part se retrouvera à Bamako. Cette croissance démographique ne sera pas sans conséquence de la croissance économique. Pire, selon le représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), il faut reconnaître que la croissance démographique est l'une des causes de la crise malienne. Si cela est réglé, on enregistrera une avancée majeure dans la résolution de la crise.

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Population, avant de déclarer ouverts les travaux, a, au nom du ministre salué l'initiative du CERM et encouragé les efforts dans la réflexion sur la question démographique dans notre pays. Aussi, a-t-il déclaré que le Mali a toujours donné une importance de choix à la croissance démographique de sa population. Pour rappel, de 1991 à nos jours, le gouvernement du Mali avait déjà évalué sa population et adopté sa politique démographique.

L'objectif de ce colloque est de réfléchir sur le cadre internationale de la problématique démographique, l'état des lieux de la démographie malienne, la démographie malienne au prisme du concept du Genre, la transition démographique au Mali, les effets de la structure démographique sur le Mali, et enfin la prise en compte des dynamiques démographiques dans l'aménagement du territoire au Mali. Au terme du colloque, un document issu des réflexions servira de repère et de référence sur les questions démographiques de notre pays. Affaire à suivre.

■ **Moctar Sow**



Conférence Ministérielle de l'UA à Bamako : «L'accès aux ressources naturelles et les conflits entre communautés»



C'était sous la présidence de Son Excellence monsieur le ministre malien des Affaires étrangères et la coopération internationale, Tiébilé Dramé à l'hôtel Sofitel Amitié de Bamako.

Dans son discours de bienvenue, le ministre Tiébilé Dramé a indiqué que c'est avec un réel plaisir qu'il accueille au nom du président de la République Ibrahim Boubacar Keita la conférence Ministérielle à Bamako et son engagement à prendre toutes les dispositions pour le bon déroulement de cet événement combien important pour le Mali et le continent Africain.

Le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine, Son Excellence l'Ambassadeur Smail CHERGUI, en prenant la parole est allé un peu plus en profondeur. Selon lui, le fait de se réunir tous les acteurs et les partenaires de l'Union Africaine à Bamako, dans un contexte très particulier est la suite des efforts accrus qui ont été déployés par le département Paix et Sécurité de l'Union Africaine en matière de prévention des conflits, en particulier la diplomatie préventive et la prévention des conflits structurels et surtout en matière de gestion et de résolution des crises à travers des processus de médiation et de dialogue. Des acquis résultants de tels efforts peuvent être observés au Sud-Soudan, en République centrafricaine, à Madagascar, Au Burundi et en RDC, etc. Et l'Ambassadeur Smail CHERGUI d'ajouter qu'en s'arrêtant un instant l'état du continent

africain dans sa globalité exprime les préoccupations des leaders africains par un certain nombre de tendances et de menaces en matière de sécurité, notamment la militarisation croissante d'un bon nombre de régions du continent, en particulier le Sahel, la corne de l'Afrique, dont la Mer Rouge, l'insécurité liée à l'extraction et aux flux illicites des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs, mais également la congruence des changements climatiques et des conflits dans le Bassin du Lac Tchad.

Monsieur Mahamat Saleh Annadif, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Mali a salué cette conférence et souhaite que les conclusions des travaux servent au peuple malien et à celui de toute l'Afrique.

Après la cérémonie d'ouverture qui a donné l'occasion aux représentants de l'Union Africaine et de la communauté internationale à planter le décor.

La pause-café ayant été mise à profit pour que les officiels se retirent a été suivie par les échanges sur les questions essentielles.

Le président Pierre Buyoya, Haut Représentant de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel et Chef de la MISAHEL a proposé de créer un centre de réflexion sur la question des ressources naturelles sources de conflits en Afrique et dans le Sahel.

Le cas du centre du Mali en est une excellente illustration. Mieux, au centre du Mali, la présence de toutes les forces internationales n'arrive pas à circonscrire la crise.

Au paravent, le président Buyoya avait répondu à nos questions. (Voir en encadré).

Une participante venue du Soudan demande la participation des femmes qui, selon elle sont aussi utiles dans le développement de nos pays. D'ailleurs, leur absence aux niveaux des prises de décisions de portées régionales et aux niveaux de nos pays est aussi un des facteurs majeurs des problèmes.

Le représentant des ulémas de l'Afrique est quant à lui frustré du manque d'appropriation des africains de leur crises.

Les intervenants soupçonnent que les acteurs internationaux au Mali concourent à l'amplification de nos crises.

La distance entre les forces de défenses et de sécurité et les populations. Au contraire, ces forces font subir à des populations qu'elles sont censées protéger des raquettes.

Une autre problématique très importante qui est comment impliquer les intellectuels à l'élaboration des documents sur les points objet de cette conférence.

Les présents travaux qui seront entérinés par des conclusions qui serviront au Mali et au continent africain tout entier.

Votre quotidien 100% numérique vous en donnera les détails dans nos prochains numéros.

■ Moctar Sow



Entretien avec Pierre Buyoya Chef De la MISAHEL



Bonjour monsieur, votre nom et votre prénom, ainsi que votre fonction ?

PIERRE Buyoya, représentant de l'union africaine pour le Mali et le sahel.

Nous sommes sur une réunion ministérielle, concernant l'accès aux ressources naturelles, et à la prévention des conflits communautaires. Quelle importance cela a pour l'union africaine finalement ?

Bon, d'abord il faut partir de la réalité du terrain, la réalité du terrain c'est que les conflits communautaires, dans la région du sahel en particulier, et d'une manière générale en Afrique, font énormément de victimes aujourd'hui. Par exemple, au sahel, au Mali, les conflits communautaires font plus de victimes que le terrorisme a lui-même. Alors, il a été constaté que plus de 70% de ces conflits, et ça été répété aujourd'hui dans le discours d'ouverture, sont liés à la compétition pour l'accès aux ressources naturelles, la terre, l'eau, le pâturage. Alors, l'union Africaine a organisé cette conférence ministérielle pour avoir l'occasion de partager l'expérience des uns et des autres dans la prévention, la gestion, et la résolution de ces conflits communautaires. Dans le but, prochainement de mettre en place un cadre politique, et concerté auquel les uns et les autres pourront se référer quand il s'agit d'aborder ces conflits. Donc nous voulons réellement contribuer à la ré-

solution des conflits, mais d'abord, par réflexion, par la mise en place d'un mécanisme concerté.

Alors, j'imagine que, vous essayerez de cibler un petit peu quelles sont les différentes populations et communautés qui sont sur ces conflits-là, j'ai vu le Tchad, le Niger, le Mali, le Nigeria qui sont présents, ces des régions des zones où la question peulh est très importante, où il y'a une pression communautaire en terme de bétails sur les terres, etc. Es ce que vous allez l'évoquer dans les différentes réunions que vous allez faire cette question peulh ?

Absolument, nous avons essayé d'inviter des représentants des pays qui sont le plus touché par ces conflits. D'abord dans la région du sahel, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, mais vous allez plus loin dans la région du bassin lac Tchad, le Tchad, le Cameroun, nous allons plus loin même en Afrique de l'est le Kenya, la Somalie, l'Ethiopie. Vous avez dans tous ces pays, ce que nous appelons aujourd'hui les conflits communautaires. Comment les abordés ? Quelles sont les expériences des uns et des autres ? Qu'es ce qui peut être retenu comme bonne pratique dans la résolution de ces conflits ? Voilà l'objet de cette conférence.

Alors, quelles sont les bonnes pratiques que vous avez imaginez, ou que vous avez ciblé finalement ?

Bon, il ne m'appartient pas d'anticiper sur les conclusions de la conférence, je pense qu'on va écouter les uns et les autres. Mais vous savez, je crois qu'une des caractéristiques connue, est le fait que les meilleures approches pour résoudre ces conflits, c'est de passer par les mécanismes qui sont très proche des populations. Les mécanismes locaux, c'est-à-dire mécanismes gérés par les autorités traditionnelles, des autorités religieuses, des mécanismes gérés par les élus locaux, les structures de l'Etat décentralisé, je crois que ça, c'est au moins quelques choses qu'on partage aujourd'hui comme approche. Maintenant, aujourd'hui

nous voulons affiner cela. Comment allons faire ? Comment soutenir ces autorités ? Quel est le rôle de l'Etat ? Quel est le rôle des communautés économiques régionales ? Quel est le rôle de nous union Africaine, communauté internationale au sens large. Et voilà ce qui va faire l'objet de cette réflexion.

Alors, dernière question pour moi. Il y'a aussi la question de la justice, les Etats sont là pour trancher dans les questions de conflits communautaires. Justement, finalement les auteurs, ou les différentes factions s'envolent souvent dans la nature. Es ce que la question de la justice va être évoquée ? Es ce qu'elle est importante ? Es ce que le rôle de l'Etat finalement ce n'est pas ça ?

Absolument, la justice est au centre de la résolution de conflit partout, mais vous voyez la justice, elle-même, elle se trouve à différente niveau. Vous savez qu'il y'a des mécanismes locaux, pour rendre la justice. Comment pouvons-nous renforcer ces mécanismes ? Il y'a des mécanismes locaux de conciliations, d'arbitrages. Bon, vous allez plus loin il y'a des mécanismes qui sont gérés au niveau des autorités locales. Comment renforcer tout ça ? Enfin, il y'a la justice au niveau national. Donc c'est une problématique extrêmement importante, et chaque fois qu'il y'a conflit, gestion de conflit va avec l'exercice de la justice d'une certaine manière.

Votre Excellence, par quoi vous expliquez le choix de Bamako, pour la tenue de cette rencontre ?

Le choix de Bamako d'abord, je crois que le commissaire pour la paix et la sécurité de l'union africaine, l'a bien dit, c'est d'abord compte tenue de ce qui se passe au Mali, en geste de solidarité avec le gouvernement et le peuple du Mali. Pour dire malgré tous ceux qui passent sur le plan de la sécurité, l'union africaine elle est là, elle est solidaire.

Merci Monsieur Le Président.

Des marches pacifiques séparées : Tous disent soutenir les Famas, à quel prix ?



Face à l'insécurité persistante et aux problèmes existentiels qui pèsent sur notre pays, nous sommes des milliers à organiser des marches pacifiques, et à lancer des cris de sursaut. Mais, en le faisant séparément, il est clair que la solidarité que nous voulons exprimer à nos militaires, l'indignation que nous souhaitons porter contre la corruption et le ras-le-bol que nous entendons dire, face à l'incompétence politique, n'auront pas autant d'ampleur que si nous étions unis.

Plus personne ne peut objectivement nier. Le péril terroriste est sur le point de détruire le frêle édifice de l'Etat malien. Jour après jour, les nouvelles qui nous parviennent ne sont plus qu'une liste sans fin de massacres de nos populations, d'attaques visant nos villages du Centre, et de morts de nos braves soldats. Sur une large partie de notre territoire, plus rien, hélas ! ne semble pouvoir endiguer la

barbarie et l'inhumanité des groupes rebelles et djihadistes.

Chaque Malien, où qu'il se trouve, vit désormais avec le terrible sentiment que son monde peut s'écrouler à tout instant, que sa vie peut brutalement s'interrompre d'une minute à l'autre.

Serons-nous encore là le mois prochain ? Ne serons-nous pas traîtreusement fauchés par un attentat terroriste ? N'allons-nous pas sauter sur une mine en nous rendant dans le village de nos ancêtres ? La ville où nous résidons pourrait-elle résister à un assaut des forces obscurantistes ? Voilà des questions qui nous obsèdent et nous plongent tous dans un univers désormais fait de doutes et de psychoses.

Nous avons peur ; peur pour nous et pour nos proches, peur de l'insécurité généralisée, peur d'apprendre que nos vaillants soldats sont trahis et tués alors qu'ils sont si jeunes, à la fleur de l'âge. Nous avons peur que notre patrie ne connaisse le scénario centrafricain ou ne subisse le sort de la Somalie.

Jamais le péril existentiel n'a été si grand, si réel et si proche pour notre pays. Au centre et au Nord surtout, les obscurantistes continuent d'étendre leur malfaisante emprise. Quelle est leur motivation ? C'est semer le chaos et la terreur. Quel est leur objectif ? C'est la destruction de la République.

Face à cette situation, l'émotion que chacun de nous exprime est normale, naturelle, humaine. Elle prouve l'amour que nous avons pour le Mali. Le sentiment de colère que nous extériorisons, chacun à sa manière, est légitime. Il souligne le souci que nous avons de voir l'unité nationale préservée.

Ainsi, ceux d'entre nous (partis politiques, diverses associations de la société civile) qui ont battu le pavé pour dénoncer l'incurie et l'incapacité de nos gouvernants, ont raison. La colère qu'ils ont exprimée reflète clairement le ressenti de la majorité des Maliens. Beaucoup parmi nous qui se mobilisent aussi pour combattre la corruption sont sur la bonne trajectoire du patriotisme. Les voix qui s'élèvent également pour émettre réserves et défiances sur l'attitude passive des forces étrangères (MINUSMA, BARKHANE, G5 SAHEL), eh bien ! Ces voix expriment une opinion qui doit être prise en compte.

Nous sommes tous dans notre rôle de bon citoyen lorsque nous nous dressons pour condamner et rejeter le terrorisme. C'est à l'honneur de chacun de nous de fustiger la mal gouvernance qui asphyxie et atrophie notre pays. Nous sommes tous en droit de nous indigner contre cette sempiternelle prédation financière qui prive notre vaillante armée des moyens matériels dont elle a tant besoin.

Mais, si nous voulons que nos colères soient entendues et que nos mobilisations soient efficaces, il est impératif que nous nous unissions. Le chacun-de-son-côté et le chacun-pour-son-intérêt doivent cesser. La seule logique qui doit prévaloir est celle de l'unité nationale. La seule urgence qui doit s'imposer est le soutien à nos militaires.

Le pays s'est trop divisé depuis des années. La faute revient sans aucun doute à l'irresponsabilité et à l'inaptitude politique. Si nous voulons continuer d'exister en tant que nation, nous devons maintenant nous efforcer de résister aux démons de la désunion.

■ Ibrahim Sanogo

Corruption dans l'administration au Mali : Des fonctionnaires sournois



Il y a quelques années, le fonctionnaire chargé de gérer les ressources publiques devait user de népotisme ou de surfacturations pour avoir « sa part » dans les marchés attribués à des tierces. Aujourd'hui, la formule est beaucoup plus simple : la plupart des fonctionnaires sont en même temps commerçants, fournisseurs, prestataires de services, opérateurs économiques. Outre, le fait que le cumul de telles professions est incompatible avec la loi, il permet de dévaliser sans traces le trésor public.

Nombre de fonctionnaires au Mali disposent des camions de transport ou des camions Benz etc. Ainsi, au lieu d'attribuer les marchés de gravier, sable, etc. (pour la réalisation et l'entretien des routes) aux véritables transporteurs, ils se l'attribuent, eux-mêmes.

A ceux-ci s'ajoutent les fonctionnaires propriétaires de librairies, papeteries, quincailleries, qui par personnes interposées approvisionnent l'Etat en matériel informatique, matériel de bureau, matériel de construction ou pièces de rechanges.

Egalement, il y a les fonctionnaires promoteurs immobiliers, qui n'hésitent pas à se déclarer adjudicataires des baux de l'Etat afin de se tailler des loyers sur mesure.

Cette situation conduit inexorablement à faire

du fonctionnaire, à la fois vendeur et acheteur. Et, dans ce cas, la suite est connue...

Aujourd'hui, force est de constater que, par laxisme, la disposition légale qui prévoit ces interdictions est complètement désuète.

Et pour cause

Ce phénomène dont le corollaire est la « souplesse » dans l'application des textes mine sérieusement notre économie.

Car, d'abord c'est ce manque de rigueur qui fait que nos entreprises commerciales et industrielles sont déloyalement concurrencées par les entreprises étrangères.

Ensuite, c'est le manque de fermeté dans l'application des textes qui fait que, le policier, l'agent fiscal, ou le douanier prend impunément des pots-de-vin avec le contrevenant, le fraudeur, etc.

C'est enfin, la même légèreté dans l'application des textes qui fait que, n'importe qui peut faire n'importe quoi.

C'est le cas par exemple de l'exercice du commerce auquel désormais, tout le monde peut s'atteler dans notre pays.

Or, aussi bien le code de commerce malien que l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit commercial général (applicable au Mali) interdisent l'exercice de toute activité commerciale par certaines couches professionnelles. Au premier plan, ceux qui ne doivent pas exercer une activité commerciale sont les fonctionnaires et personnels des collectivités publiques et des Entreprises à participation

publique.

Ensuite, viennent, les officiers ministériels et auxiliaires de justice (avocats, huissiers, commissaires-priseurs, notaires, greffiers, administrateurs et liquidateurs judiciaires).

Aussi, certains experts comptables et comptables agréés, les commissaires aux comptes et aux apports, les conseils juridiques et courtiers maritimes ne doivent pas, aux termes de l'article 9 du l'Acte uniforme de l'OHADA (portant sur le droit commercial général), exercer une activité commerciale.

Mieux, au sens de la loi disent-ils, l'activité commerciale est très étendue.

Il y a, les activités commerciales par leur nature qui sont les achats de biens meubles ou immeubles en vue de leur revente (spéculation), les opérations portant sur la monnaie et les valeurs fiduciaires (opération de banque, de bourse, d'assurance, de transit).

Aussi, l'exploitation industrielle des mines, carrières ou tout gisement de ressources naturelles, les opérations de transport, de télécommunication, la location des biens mobiliers ainsi que la souscription ou la vente d'actions de société commerciale ou immobilière constituent également des activités commerciales de par leur nature. Parmi ces activités, on cite notamment les actes effectués par les sociétés commerciales.

Autrement dit, tout acte accompli par les dirigeants des quatre (4) types de sociétés commerciales légalement reconnues (Société Anonyme, Société à Responsabilité Limitée, Société en nom collectif, Société en Commandite Simple) est commercial.

C'est, dans un souci de moralité publique, que la loi a interdit l'exercice de l'activité commerciale à ces différentes couches professionnelles. Conclu-t-il.

■ Ibrahim Sanogo



Salif Keita réplique au communiqué de l'Ambassade de la France : « C'est la France qui est derrière tout ce qui arrive au Mali »

Dans une interview qu'il a accordée au site d'informations Seneweb, Salif Keita, le Domingo de la musique malienne, fait des révélations fracassantes sur le système colonialiste et la crise politico-sécuritaire que la France aurait imposée au Mali. Décryptage de la vidéo!

Si l'on pensait que Salif allait mettre un peu d'eau dans son vin après la vidéo dans laquelle il tacle IBK, Emmanuel Macron et la France par rapport à la gestion de la crise malienne, c'est le contraire qui s'est produit dans la nouvelle vidéo publiée par Seneweb, qui dure 3 minutes 38secondes. Dans cette sortie médiatique, il n'a pas hésité à pointer du doigt la France comme premier ennemi du Mali et des autres pays de l'Afrique francophone. « **Tout ce qui arrive au Mali, c'est les Français. Toutes les attaques sont perpétrées et montées par la France** », rassure M. Salif.

Quant à la question du journaliste de Seneweb de savoir "dans quel intérêt se comporte la France vis-à-vis du Mali ?", Salif pense que la France est un pays esclavagiste qui n'a jamais libéré les colonies qu'elle continue de torturer d'une autre manière. Dans sa réponse, il explique le sort subi par les présidents de l'Afrique francophone qui font de gré ou de force l'affaire de la France. **"Ils sont obligés de faire ce qu'ils ne veulent pas, parce que s'ils essaient de faire ce que la France n'aime pas, soit elle les tue ou elle les fait trahir par leur propre peuple"**. Soyons comme le Ghana qui a dit haut et fort qu'il n'a pas besoin d'aides, tout comme le Rwanda et les autres pays qui sont en train d'émerger.

Salif pense que tant que le Mali reste esclave de la France, il ne va pas bouger. **"Je suis reconnaissant que les Français sont hospitaliers, mais la France est esclavagiste. Elle aime torturer. Et si les Français ne sont pas pour quelque chose en Afrique**

francophone, ça ne passe pas", déclare le Domingo.

Répondant au fait que "la donne change avec l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée", Salif Keita a rappelé un adage Bambara qui dit: « **tu ne verras jamais un autre bébé à côté de l'hyène si ce ne sont pas ses propres enfants** ». Une manière pour lui de dire qu'un Français reste un Français, donc Macron est comme les autres.

Cela s'explique selon lui par la manière dont Macron est parti insulter et humilier le président Kaboré du Burkina au vu et au su de tout le monde. Alors qu'il vaut un fils à ce dernier. Toutefois, Salif est d'accord que c'est la faute aux présidents africains qui se laissent faire par le fait qu'ils n'arrivent pas à croire en l'Afrique. **« Ce que je reproche aux Africains, c'est qu'ils ne soutiennent pas leurs dirigeants. Il faut qu'ils fassent un bloc derrière leurs présidents pour qu'ils se sentent soutenus. Un seul président ne peut pas résister devant le tourbillon français. S'il a le soutien de tout un peuple, il pourra en ce moment s'imposer. Ne laissons jamais les présidents se sentir seuls. Il faut que les Africains soutiennent les présidents dans la prise des décisions profitant à leurs pays »**, conclu-t-il.

■ Adama Coulibaly





Suite à un marché résilié par son successeur : Soumeylou Boubeye Maiga fait condamner l'Etat maliens

Décidément le nom de Soumeylou Boubeye Maiga rime avec scandale financier. Le parcours de l'homme est jalonné d'affaires aussi sulfureuses les unes que les autres. La dernière en date est celle d'un contrat d'achat de 5 hélicoptères qu'il a signé avec une société belge qui sera résilié par la suite par Tiéman Hubert Coulibaly. L'Etat malien vient d'être condamné à payer à la société AD-Trade Belgium SPRL la somme de 6 millions d'euros soit la bagatelle de 3,9 milliards de FCFA.

De quoi s'agit-il ? Cette affaire qui opposait AD-Trade Belgium et l'Etat malien -représenté par le Ministère de la Défense et des Anciens combattants- et qui vient d'être condamné par la Cour internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale sise à Paris, commence le 2 avril 2014 par la signature entre les deux parties d'un contrat ayant pour objet la fourniture de deux hélicoptères MI-171 neufs et de 3 hélicoptères MI-35 neufs incluant la formation du personnel. Le tout pour un montant de 98 000 000 d'euros soit 64,8 milliards. Le plus surprenant dans cette affaire est que

ni le président de la République, ni le Premier ministre de l'époque, Oumar Tatam Ly, ni son successeur, Moussa Mara nommé le 11 avril 2014, ni le conseil des ministres, ni la Direction des Marchés publics, n'ont été mis au courant du fameux contrat qui n'était pas non plus budgétisé ! En tout cas c'est qui ressort de nos investigations. Le sulfureux contrat ne sera découvert qu'à l'arrivée de Tiéman Hubert Coulibaly au Ministère de la Défense et des Anciens combattants. Boubeye, lui, avait quitté le gouvernement le 27 mai 2014, après la déroute de Kidal soit un mois et deux semaines après la signature du contrat.

C'est donc tout naturellement que le nouveau ministre en charge de la Défense et des Anciens combattants, après avoir consulté le président de la République et le Premier ministre Modibo Keita, prit la décision 164 MDAC-Cab en date du 28 avril 2015 de résilier unilatéralement le sulfureux marché qui dégageait une odeur malodorante d'arnaque à mille lieues.

Une résiliation à laquelle AD-Trade Belgium s'opposa. Pour qu'elle soit effective, elle exigera 15% du montant total du contrat soit la bagatelle de 14 700 000 d'euros. (9 721 937 948 FCFA). L'Etat malien refuse de payer. Pour-

quoi la société belge exigeait une somme aussi importante ? Avait-elle déjà payé des rétro-commissions ? Mystère, boule de gomme.

Enfin, de guerre lasse, elle attaqua l'Etat malien devant la Cour internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale qui finit par lui donner raison, mais en revoyant ses exigences à la base. Elle vient de condamner notre pays à payer à la société belge 6 millions d'euros soit près de 4 milliards de FCFA. Et pourtant ce scandaleux contrat fictif a été l'une des causes de sa relègue du gouvernement, de son interpellation par l'Assemblée Nationale. C'est aussi l'une des causes de son interpellation par la brigade financière de Nanterre en plus du contrat d'achat de l'avion présidentiel acquis par des moyens opaques et dans lequel est cité le Parrain des Parrains corses Michel Tomi, ami du Président IBK poursuivi pour corruption d'agent étranger, abus de confiance et recel d'abus de bien social.

Notre pays vient, encore une fois, d'être condamné à payer près de 4 milliards à cause de la cupidité d'un homme qui, malgré cet énième, vient d'être reconfirmé Premier ministre. Il est vrai qu'il constitue une des chevilles ouvrières -avec Mohamed Ag Erlaf- du braquage électoral qui vient de reconduire IBK pour cinq autres années. Après tout, les loups ne se mangent pas entre eux. C'est le Mali qui perd son honneur, sa dignité, sa crédibilité et... son argent !

(Nous y reviendrons)

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Concert dédicace de Habib Koité : Nouvel album « Kharifa »

Pour le lancement de son nouvel album Kharifa, prévu pour le vendredi 6 décembre 2019 prochain dans la salle Babemba Magic Ciné de Bamako, Habib KOITÉ, l'un des plus grands chanteurs du Mali avec une reconnaissance et des distinctions bien au-delà de nos frontières, a animé une conférence de presse pour parler de son nouvel album. A ce titre, il a exhorté la jeunesse malienne en perte de repère de ne rien lâcher et se battre pour un avenir bonifié.

Kharifa, enregistré et mixé à Bamako, est le sixième album studio de l'artiste. Le son du pays, les traditions musicales riches et diversifiées et de ses instruments (ngoni, flûte, kora, doun doun, etc.) imprègnent les 12 titres qui composent de ce superbe projet. Dans ce nouveau l'album Kharifa, l'artiste a travaillé en parfaite symbiose avec les musiciens qui l'accompagnent sur scène et avec de prestigieuses personnalités notamment Toumani Diabaté, M'Boullé Kouyaté son neveu, son propre fils Cheick Tidiane Koité, Amy Sacko, la chanteuse du groupe de Bassekou Kouyaté, Ngoni Ba, etc.

Lors du concert dédicace, la plupart seront avec lui.

Les compositions originales et les reprises qui constituent la colonne vertébrale de ce nouvel album reflètent l'ouverture d'esprit du griot, de sa volonté à faire découvrir le Mali à travers le riche patrimoine tout en bâtissant les fondations d'une musique résolument moderne, également influencée par le rock occidental et le folk.

Parlant de son ambition multiple, il a rappelé des valeurs ancestrales autour de la paix, de la tolérance et du vivre ensemble d'où l'éloge du comportement humain. Appel à la jeunesse, « aux lions », pour ne rien lâcher et se battre pour un avenir meilleur. **« J'ai effectué la célébration du mélange culturel avec des titres en bambara, français, anglais, kassonké et des instruments traditionnels comme la flûte peulh, le djembé, la calebasse, le balafon, etc. »**, a-t-il expliqué

A noter que l'album Kharifa est composé de 12 titres originaux. Des musiques bercées au son de sa fidèle guitare électroacoustique Godin. Le titre Ntologon s'inspire de « Je chanterai pour toi » de Boubacar TRAORÉ. Une tonalité

moderne, sous auto tune, à travers des titres comme « Ivasi », dansant et plein d'émotions. Il a fait des duos avec de célèbres artistes tels que Bassekou KOUYATÉ, Cheick Tidiane KOITÉ Avec l'ensemble de son orchestre Bamada, des confrères dont Sékou Benbeya (surnommé « Doigts en diamant ») de la Guinée-Conakry ainsi que la nouvelle génération représentée par son neveu M'Boullé Kouyaté et les lauréats de Ministar viendront pour célébrer sa musique et lui rendre hommage.

Six musiciens sur scène incluant Habib, pour vous faire vivre des moments de chants et de danses endiablés, le vendredi 6 décembre 2019 au Babemba.

Habib, ambassadeur de la culture mandingue

Habib KOITÉ est issu d'une lignée de grands griots, d'un père joueur de banjo et d'une mère chanteuse. Aujourd'hui, lui, ses enfants, neveux et nièces occupent le devant de la scène musicale internationale. Il est diplômé de l'Institut national des arts (INA) du Mali. Kharifa est son sixième album et occupe dès sa sortie la première place du top 20 des World Music Charts Europe (octobre 2019). Habib est également un opérateur économique, promoteur de l'hôtel et de l'espace culturel Le Kora.

■ Ibrahim Sanogo



Marché du poisson de mer : La bonne affaire !



Le commerce du poisson de mer ou « glasi dièguèni » « sénégal dièguèni » ou « frigo dièguè », comme la population aime si bien les appeler, est très florissant. En tout cas, à voir le nombre de boutiques installées dans les marchés ou aux alentours, il est évident que les acteurs de ce marché se frottent les mains. La raison ? Acheter nos poissons locaux d'eau douce est devenu un luxe que toutes les bourses ne peuvent se payer. Ils sont si chers que la population est obligée de se ruer sur les poissons importés du Sénégal, de la Mauritanie, du Maroc ou de la Chine. Ces poissons sont de plusieurs variétés : « Sacha, tilapia, milieu, lucia, thon, mademoiselle, pageot, merluza, buro, gari, etc. ».

Toutes ces espèces entrent dans la préparation de nos plats. Le marché de « Sougounikoura » est le lieu où se ravitaillent la plupart des revendeurs de

poissons de mer. Ici, stationnent les camions de bananes plantains. Devant, des magasins qui ne vendent que du poisson de mer. Ils sont tous dotés de chambres froides. Ce sont des magasins uniquement de grossistes. Ils commencent leur travail à 5h du matin, pour finir entre 18h et 20h. Pour être le premier servi, il faut se réveiller tôt. Les revendeurs, par ordre d'arrivée, font le rang. Mohamed Tounkara est un des grossistes qui nous a dévoilé qu'ils confectionnent des tickets pour les revendeurs. La clientèle, principalement composée de femmes, est en file indienne devant le magasin. Le grossiste peut écouler 40 à 50 cartons par jour. Le prix d'un carton de poissons varie entre 10.400 et 18.000 FCFA. Ces poissons viennent du Sénégal, de la Mauritanie et du Maroc. Awa, une jeune dame, se trouvait devant ce magasin. Elle attendait qu'on emballer les cartons qu'elle venait d'acheter. Pour

cette dernière, le choix de ces poissons n'est pas gratuit. « Ils sont moins chers, contrairement à nos poissons locaux. En plus, ils s'écoulent très rapidement » a-t-elle confessé.

Juste à côté, un magasin plus grand que celui de notre premier interlocuteur. Ici, nous sommes chez Boucary Aya qui en est à sa septième année d'activité. Comme Mohamed Tounkara, il est fourni par les mêmes pays. Mais à ceux-ci, s'ajoute la Chine. Assis un peu en retrait, il a la main droite remplie de bouts de papier blancs. A notre demande, il explique que c'est pour identifier le nombre de cartons de poissons sortis ou vendus. Dans ce magasin, se trouve une grande chambre froide où sont stockés les différents poissons. Il a confié qu'il vend seulement en gros et que ces principaux clients sont les femmes qui revendent en détail, dans le marché. Boucary Aya peut

vendre 500 à 750 à cartons par jour. Le prix des cartons commence à partir de 9.000 FCFA. Devant ces magasins, s'est formé un vrai marché de poissons. Plusieurs femmes sont assises, çà et là, devant des cartons de poissons. Elles n'ont pas d'étals ni sur quoi déposer leurs marchandises. Elles sont assises à même le sol et les cartons, devant elles, entrouverts. Dès qu'elles voient un potentiel client s'approcher, elles commencent à le héler : « venez ici, y'a des poissons très très frais » ou « ma belle ! Viens, je te les cède à bon prix » ou « ne y'a bila a da la » (Je vous le cède à prix coûtant).

Une d'entre elles, qui n'a pas voulu nous dire son nom, a déclaré faire ce commerce depuis, presque, 20 ans. « C'est un commerce florissant », a-t-elle reconnu, avant d'indiquer qu'elle peut finir de vendre ces cartons avant le petit soir. Notre interlocutrice peut prendre, chaque jour, 3 à 4 cartons. Elle vend le kilo à partir de 1.300 FCFA.

Une dame, qui se tenait devant elle, avec un sachet noir, nous lança, sans être interpellée : « Hum, on ne peut que se contenter que de ces poissons venus d'ailleurs. Ils sont moins chers et on peut en trouver partout », confirmant ainsi l'engouement pour ces espèces de mer. « Regarde », dit-elle, en nous montrant des Tilapia, « ces poissons ressemblent à ceux que nous avons. Je les préfère pour faire mes poissons braisés. Avec ça, je peux avoir beaucoup et à moindre coût, contrairement à nos poissons. A seulement 2.500 FCFA, j'ai pu en avoir une grande quantité ».

Au niveau de la gare ferroviaire, deux grandes boutiques sont contiguës. Elles vendent, toutes, la même chose. Mais la première est plus grande que la seconde. Elles font, toutes, du gros et du détail. Contrairement aux vendeurs du premier marché, ces boutiques ont à la place des chambres froides, de gros congélateurs. Sous un grand hangar, devant la première boutique, des hommes en uniforme bleu se tenaient devant une grande table. Chacun tenait un poisson, dans sa main protégée par un gang rouge. Avec de gros couteaux, ils dépeçaient les poissons. Un autre, à côté d'eux, était occupé à laver les récipients qui servent à récupérer les poissons retirés des frigos. Il était presque 8 heures, mais le gérant n'était pas encore en place.

A la seconde boutique, c'était de jeunes garçons, autour d'une table moins grande. Une

dame en complet Wax est assise, tout en faisant face aux jeunes qui préparaient ses poissons. Avec sa pochette accrochée autour de la taille, elle avait l'air d'une vendeuse. De temps à autre, elle leur donnait des directives. « Pour celui-ci, coupez-le en trois parts et pour celui-là en 4 parts », lançait-elle. Durant une vingtaine de minutes, les deux jeunes écaillaient, coupaient et déposaient les poissons dans des paniers. Les deux récipients ont été finalement remplis, au grand bonheur de la dame en Wax. Elle nous confiera, par la suite, que chaque matin, c'est ainsi car elle détient un étal au grand marché. Elle n'y vend que de l'attiéké. Pour son commerce, elle achète, chaque jour, deux cartons de poissons pour faire accompagner l'attiéké. Elle témoigne que c'est uniquement ces poissons qu'on peut vendre à petit prix. C'est-à-dire à partir de 100 FCFA. « Avec nos poissons locaux, c'est impossible de les céder à ce prix-là », a-t-elle dit, avant d'ajouter qu'elle n'ose même pas approcher ces vendeurs de poissons d'eau douce. Cette brave dame, qui a le monopole de la vente de l'attiéké dans le coin, avoue ne manger que ces poissons de mer, dans sa propre maison.

Le gérant de cette boutique, Ibrahim Cissé, dit que son établissement ouvre depuis 7 heures. A cette heure, déjà, les clients ne manquaient pas. Mais, c'est aux environs de 14 heures et au-delà, qu'il y a beaucoup de monde. Selon le gérant, sa boutique dispose de plusieurs variétés de poissons. Mais les plus vendus sont les tilapia, sacha et pageot. Il a indiqué que sa principale clientèle est constituée de restauratrices. La petite clientèle ne manque pas, non plus. Les cartons sont cédés de 12.000 à 18.000 FCFA, selon la qualité du poisson. Le kilo varie entre 1.000 et 1.500 FCFA. Par jour, notre gérant peut empocher 300.000 FCFA de recette. Il offre à ses clients la possibilité de garder leurs poissons dans ses frigos. Mais pour un délai bien déterminé. Au-delà, le service est payant à raison de 100 FCFA par kilo. Au marché de Boulkassoumbougou, Daouda Traoré a aménagé un endroit pour vendre les poissons de mer, en plus de ses autres produits. Il témoigne que sa clientèle a doublé depuis lors. En effet, devant son commerce, les clients ne manquent pas. C'est pour cela qu'il a même fait venir ses frères pour l'appuyer. Pour le poisson, Daouda Traoré peut rentrer, tous les soirs, avec 100.000 ou 150.000 FCFA. Il dit que sa clientèle est, principale-

ment, composée de femmes de ménage. Notre interlocuteur s'approvisionne chez des grossistes. Il dit exiger de ses fournisseurs la qualité, faisant toujours de sorte d'éviter qu'on lui fourgue des poissons qui ont mis du temps sur la route avant d'arriver au Mali et risquent de perdre leur fraîcheur.

« Pour toutes mes sauces, j'utilise ces poissons », a confié une femme de ménage, Fanta Traoré, rencontrée dans ce marché. « Pour le riz au gras, je fais pareil. Mais j'ai une astuce pour que mes sauces soient plus succulentes, j'ajoute à ces poissons, nos poissons frais ou fumés », a-t-elle dit.

«Le pageot, le buro, le maquereau, le capitaine rouge, le vivaneau et le sacha » sont les espèces de poissons de mer que Abdouramane Kodio vend au marché de Missabougou. Vêtu d'un pantalon jean et d'un t-shirt marron, de taille moyenne, Abdouramane Kodio nous a confié qu'il fait ce métier depuis 10 ans. Ses poissons sont importés du Sénégal, du Maroc et de la Mauritanie. Selon le trentenaire, c'était un commerce bénéfique mais les gains se sont réduits aujourd'hui. Il explique que cela est dû au fait que les prix à l'achat ont augmenté. Mais, aussi, par le fait que les fournisseurs sont devenus, également, des grossistes. « Avant, le camion était livré aux grossistes maliens qui donnaient en gros aux détaillants. Mais, maintenant les fournisseurs donnent« eux-mêmes » en gros aux grossistes et détaillants locaux à un prix extrêmement cher », a argumenté Kodio. « On achète le carton à 22.000 FCFA qui était vendu, auparavant, à 12.000 ou 13.000 FCFA. En plus de cela, le compte n'y est pas toujours. Un carton, qui pèse 20 kg, quand on l'ouvre, c'est parfois 18, 12 ou même 8 kg qu'on trouve là-dedans », a-t-il fait savoir. Abdouramane a souligné qu'ils sont nombreux dans ce métier, ce qui, selon lui, en réduit le gain quotidien.

A ceux-ci s'ajoutent les petites détaillantes qui vendent dans des assiettes. Celles-ci, contrairement aux autres, n'ont pas de place fixe. Elles se promènent dans le marché et cèdent leurs poissons à partir de 100 FCFA l'unité. Des fois, c'est par tas. Il faut préciser que ces poissons sont des « casses », c'est à dire, les restes de poissons ou des invendus. Même si les vendeuses ne veulent pas l'admettre, elles gagnent, aussi, leur pain quotidien dans ce business.

Lutte contre le terrorisme au Sahel : Jean-Yves Le Drian demande « plus d'action politique » au Sahel



Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a appelé mercredi le Mali et le Burkina Faso à agir plus au plan politique pour rétablir la stabilité sur des territoires secoués par les violences jihadistes et intercommunautaires.

« Notre détermination à lutter contre le terrorisme au Sahel est intacte ». Déclaration hier de Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères alors qu'il était entendu en commission à l'Assemblée nationale. Pour le chef de la diplomatie, il n'y a aucun doute, l'armée française doit « poursuivre » son action au Sahel après la mort de 13 militaires français lundi dans une opération antijihadistes au Mali et sur fond de flambée de violences dans les deux pays. Il a

insisté sur l'importance d'une action « globale », qui intègre à la fois les initiatives militaires de la force Barkhane, les actions de stabilisation et de formation menée par d'autres forces, l'action humanitaire mais surtout, il a insisté pour « plus d'action politique ».

« Ce qui me paraît le plus important maintenant, c'est encore plus d'action politique », a déclaré le ministre. « Plus d'action politique au Mali pour que les engagements pris soient respectés, pour que la mise en œuvre de ce qu'on appelle le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration) soit réellement actée, que les accords d'Alger, y compris dans la partie décentralisation, soient réellement mis en œuvre, que l'État malien revienne à Kidal et qu'il y ait une volonté commune affichée contre le terrorisme », a souligné Jean-Yves Le Drian.

Un accord de paix avec les rébellions qui s'étaient soulevées en 2012 a été signé en 2015. Mais son volet sur le désarmement des groupes rebelles et leur intégration dans les forces de défense maliennes peine à être appliqué.

L'appel à l'union nationale est aussi devenu un leitmotiv du gouvernement, mais la principale formation d'opposition, le Front pour la sauvegarde de la démocratie, a décliné l'invitation à un dialogue qu'elle ne juge pas inclusif.

« Plus d'action politique, plus de pression politique aussi au Burkina Faso où il importe que les autorités puissent rassembler la nation contre les risques », a également exhorté le chef de la diplomatie française.

Désinformation

Le Burkina, frontalier du Mali et du Niger, est aussi régulièrement le théâtre d'attaques jihadistes sanglantes contre ses forces de défense. « Plus de politique aussi pour faire en sorte que la mise en œuvre de la Force conjointe du G5 (Mali, Mauritanie, Niger, Burkina et Tchad) soit concrétisée », a poursuivi Jean-Yves Le Drian.

« Cela avance mais cela met parfois un peu de temps », a-t-il assuré en référence à sa très lente mise en place, précisant que sur les 414 millions d'euros d'aide promis par la communauté internationale, 176 millions ont été « mis en œuvre et sont en cours d'exécution ». La ministre française des Armées Florence Parly a regretté que l'Arabie Saoudite tarde à verser l'aide financière promise (100 millions d'euros) pour l'équipement de la force G5 Sahel. Les États de la région réclament aussi régulièrement le versement des 414 millions d'euros annoncés.

Jean-Yves Le Drian s'est également inquiété de « la manière dont la désinformation puisse se faire (...) singulièrement au Burkina et au Mali depuis peu ».

« Il y a une vraie bataille de communication à mener, une vraie campagne d'explication, pour éviter le développement de fausses informations », a-t-il estimé. Les troupes étrangères au Sahel, notamment celles de la force française Barkhane, font face à un rejet apparemment grandissant chez les habitants du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Centrafrique : Le Directeur Afrique du Quai d'Orsay à Bangui



Le Directeur Afrique du ministère français des Affaires étrangères, Rémi Maréchaux (g.), et Sylvie Baïpo-Temon, la ministre centrafricaine des Affaires étrangères (dr.), lors d'une conférence de presse à Bangui, le 26 novembre 2019.

Une réunion de haut niveau s'est tenue mardi à Bangui à l'occasion de la visite de trois jours jusqu'à jeudi du directeur Afrique du Quai d'Orsay. L'occasion de remettre à plat la coopération entre la France et la Centrafrique, qui a connu quelques remous ces derniers mois.

Sécurité, humanitaire, gouvernance, éducation... Il aura fallu plus de 3 heures et demie de réunion mardi après-midi entre l'équipe diplomatique française et la mi-

nistre des Affaires étrangères centrafricaine entourées de plusieurs ministres pour faire l'état des lieux des relations entre les deux pays.

« Nous avons eu un événement inédit aujourd'hui dans le cadre de la relation bilatérale entre la République française et la République centrafricaine, a déclaré la ministre des affaires étrangères centrafricaine Sylvie Baïpo-Temon. Un échange riche et qui nous motive à conserver cette dynamique. Une dynamique qui a été lancée par nos deux chefs d'État lors

de la dernière rencontre du 5 septembre dernier qui nous encourage. Justement, nous avons pris soin de voir ce qui fonctionnait bien, les besoins et puis les points d'amélioration sur lesquels nous devons travailler ensemble. Aujourd'hui, la coopération est cordiale, elle est au beau fixe, elle est satisfaisante. »

Un rendez-vous qui devrait se renouveler tous les ans. Rémi Maréchaux directeur Afrique du Quai d'Orsay se dit satisfait de cette rencontre. « Il y avait deux choses : d'abord, les ministres présents côté centrafricain ont fait part de priorités que nous n'avions pas enregistrées pour l'avenir ; donc ça c'est important, on va regarder, a-t-il assuré. Il a été question des besoins dans l'enseignement supérieur en termes d'infrastructures, d'amphithéâtres, etc. Il a également été question des besoins en matière de renforcement de la sécurité. Et ensuite, c'était l'occasion pour nous de faire l'inventaire de ce qu'il incombait à chacun de faire, donc on est sorti avec une liste de conclusions opérationnelles».

Deux conventions ont été signées mardi soir. Dix millions d'euros vont venir pour aider au règlement des pensions et arriérés de salaires des fonctionnaires. Quatre millions d'euros sont ajoutés pour des projets d'urbanisme, notamment pour la gestion des inondations. On peut noter qu'en 2019, l'aide de la France à la Centrafrique s'est élevée à hauteur de 150 millions d'euros dont 65 millions d'euros en aide bilatérale directe, une aide en hausse de 130 millions en 2018.

An advertisement for Planet Ananas juice. It features three products: a large plastic bottle, a smaller plastic bottle, and a can, all with the Planet Ananas label. The background is a vibrant orange with a splash of water. The Planet logo is in the top right corner. Text at the bottom right reads: "A base d'eau Supermont et de sucre Naturel".

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

UFOA A U20 2019 : La GAMBIE et le MALI s'accrochent

Pas de vainqueur dans le premier match du groupe B du tournoi des moins de 20 ans de l'UFOA A. La Gambie et le Mali se sont séparés sur un score d'un but partout.

Champion en titre, la Gambie était bien partie dans la défense de son trophée après l'ouverture du score à la 32^e par Matarr Ceesay. Alors qu'un succès tendait les bras aux Scorpions, Saidou Koné égalise pour les Aiglons à la 85^e. C'est l'unique match du jour après le forfait de dernière minute de la Guinée-Bissau. Le Libéria exempt ce jour sera face à la Gambie mercredi.

Le tournoi se poursuit mardi avec deux matchs dans le groupe A. Guinée – Sénégal et Mauritanie – Sierra Leone.



Basket-ball Africa league : AS Police ira chercher son ticket à Yaoundé

L'AS Police disputera l'Elite 16 de FIBA Basketball Africa League (BAL) 2020. Le champion du Mali en titre a décroché son ticket qualificatif avec le Groupement sportif des pétroliers d'Algérie, lors de la 1^{ère} manche des éliminatoires Basketball Africa League (BAL) 2020, que notre pays a abritée. La cérémonie de tirage au sort du deuxième tour des éliminatoires de la Basketball Africa League "Elite 16" a eu lieu jeudi à la Maison du Basketball, à Abidjan. Les 16 équipes ont été réparties en deux groupes (G et H) de huit

équipes chacune et chaque groupe est composé de deux sous-groupes de quatre équipes. Ainsi le représentant malien, l'AS Police, est logé dans la poule B du groupe G en compagnie d'Abidjan basket club (ABC), ASB Mazembé (RD Congo) et Manga Basket-ball fans club (Gabon).

Les matches de groupe G auront lieu à Yaoundé, du 26 novembre au 1^{er} décembre, et ceux du groupe H à Kigali, du 17 au 22 décembre.

Les trois premières équipes de chaque groupe

se qualifieront pour la phase-finale. Elles rejoindront les champions angolais, égyptien, marocain, nigérian, sénégalais et tunisien pour compléter les 12 équipes de la saison régulière de la Ligue Africaine de Basket-ball (BAL) 2020.

Résultats du tirage au sort du deuxième tour des Éliminatoires de la BAL

GROUPE G – DIVISION OUEST: YAOUNDE

A : FAP, AS Nigelec, GSP, Al Naser

B : ABC, ASB Mazembé, Manga BB, AS Police

Groupe H – DIVISION EST : KIGALI

A : Patriots, GNBC, UNZA Pacers, JKT

B : KPA, Ferroviario, Cobra Sports, City Oilers

■ **Ousmane CAMARA**





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA